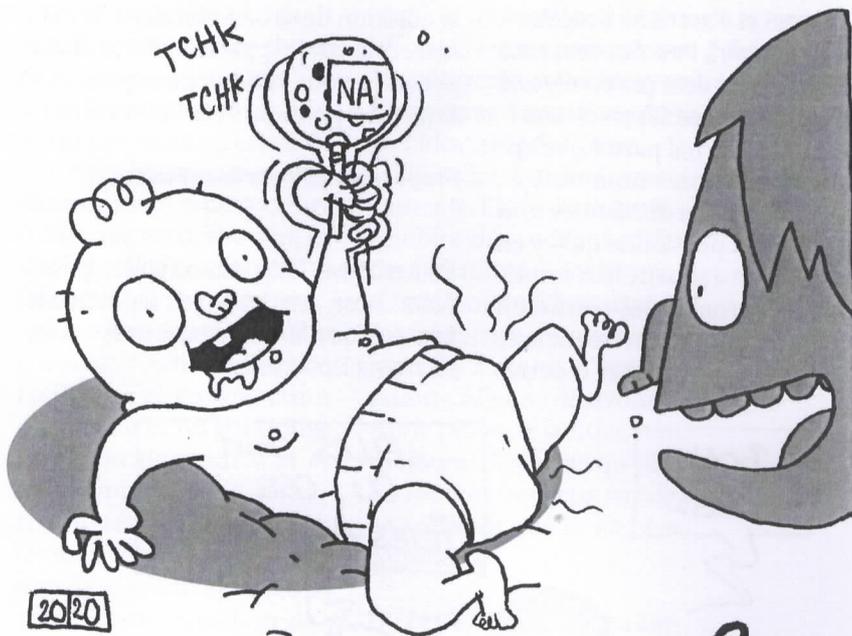




Jeunes et politique

« Désengagez-vous », qu'ils disaient ?

LE MILITANTISME:
LA RELÈVE!



OH MAIS OUI! C'EST QUI QUI
A FAIT UNE GROSSE
REVENDEICATION? MAIS OUI,
C'EST TOI!!

Lors de la dernière réunion de rédaction, l'équipe du *Poiscaille* discutait de la future révolution liégeoise, d'une éventuelle prise de pouvoir par les flammes – un romantique héritage « mal Saint-Martin représente » – quand, soudain, l'un des rédacteurs français, dont je tairai le nom pour sa sécurité, a laissé s'échapper quelques considérations chauvines : « *En France, les lycéens, les universitaires sont politisés. Ils militent, ils font grève, ils sont un réel contre-pouvoir ! Ici, où sont les jeunes ? Qu'est-ce qu'ils branlent ? Merde !* » Cet article tâche de répondre à ces profondes interrogations.

En plus d'être un grossier personnage, ce rédacteur se révèle-t-il être un imbécile idéalisant sa patrie ? Ou a-t-il vu juste : la jeunesse wallonne est dépolitisée et ne parvient pas à constituer un front ? Plongeons au cœur de quatre clichés sur la paralysie juvénile.

1) Les jeunes ne s'intéressent plus à la politique

S'il est vrai que seule une minorité y porte attention, cela aurait toujours été le cas. En 2007, Bernard Fournier, professeur de sciences politiques à l'Université de Liège, a analysé l'intérêt des jeunes étudiants de secondaire (de 16 à 18 ans) pour les questions politiques. Pas moins de 1 440 adolescents provenant de huit établissements scolaires liégeois ont été interrogés. Cette enquête révèle qu'un tiers d'entre eux dit s'y intéresser.¹ Mais glorificateurs d'un passé admirable s'abstenir : ces données ont été comparées à une enquête menée en 1990 par la même équipe au sein des mêmes institutions : une évolution positive a été observée – il y a 26

SE REBELLER EN 2016...

ans, seul un adolescent sur cinq déclarait se préoccuper des questions politiques. Hourra ! Par ailleurs, les nostalgiques ne sont pas forcément plus exemplaires. Selon plusieurs études citées par Bernard Fournier, notamment l'enquête sociale européenne de 2004, seul un adulte sur dix s'intéresserait fortement à la politique (en gros, faire autre chose qu'aller composer son bulletin de vote).

2) Les jeunes ne s'engagent plus en politique (politicienne)

Les socialistes, les libéraux et les humanistes francophones constatent un net recul de l'engagement politique chez les jeunes.² S'ils expliquent les raisons de ce désengagement – perte de confiance dans les mandataires aussi bien que dans les institutions, discours politique inadapté, pensée des jeunes sur le court-terme – ils ne prennent pas la peine d'indiquer les éléments sur lesquels se basent cette observation. Et, bien évidemment, il ne s'agit pas d'une baisse de leurs affiliations.

À cet égard, les jeunes PS et MR (tranche d'âge de 15 à 35 ans) ne sont pas en mesure d'analyser précisément l'évolution de leur recrutement. Il n'est, par exemple, pas possible de connaître le nombre d'affiliés d'il y a une dizaine d'années.³ Ceux-ci estiment la présence de jeunes « stable » chez les socialistes (10 000) et « en hausse » au MR (9 000). Quant au CDH, nous attendons toujours leur réponse.

Pourtant, l'affiliation politique est en baisse au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En moins de dix ans, elle a diminué de moitié : alors qu'en 2003, un citoyen sur dix était membre d'un parti politique, ils ne sont plus que 5 % en 2012 (Baromètre social de la Wallonie, 2014). À l'heure actuelle, une petite quinzaine d'organisations de jeunesse liées à des partis sont reconnues. Elles peuvent se montrer particulièrement combatives (voir cliché n°4).

3) Les étudiants et les syndicats, ça fait deux

Lors de l'annonce des dernières actions syndicales (du 24 mai, 31 mai et



24 juin), tous se rappelleront la réaction des plus solidaires de la Fédé, l'organisation représentative des étudiants de l'ULg : implorer la garantie du service des lignes de bus 48 et 58, avant de demander au rectorat de déplacer les examens prévus à ces dates.⁴ Quelques jours plus tard, dans un entretien donné aux quotidiens du groupe Sudpresse, deux représentants déploraient que les étudiants soient toujours « les premières victimes des mouvements sociaux » (victimes, otages, martyrs, choisissez votre synonyme).

Mais, la Fédé n'a pas le monopole de la parole des étudiants liégeois en examen.

Qu'en est-il des autres ? Ils se sont défendus d'une toute autre façon.

Les représentants des étudiants de l'École supérieure des Arts de Saint-Luc, de l'HELMo, de la Haute Ecole Charlemagne, du Conservatoire royal de Liège, de la Haute École de la Ville de Liège et de la Haute École de la Province de Liège se sont rassemblés pour s'adresser en front commun à leurs

directions. Opposés à un service de bus garanti allant à l'encontre du droit de grève, ceux-ci ont directement demandé à ce que les examens soient déplacés.

Et du côté des syndicats, on en pense quoi ? Après les déboires suscités par la grève spontanée des cheminots et une déclaration réalisée tout en délicatesse (« Je n'arrive pas à imaginer que les étudiants ne sachent jamais trouver une alternative »), Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB, a lancé un communiqué de presse pour s'adresser aux étudiants. Il explique : « Nos actions n'ont pas d'autre but que d'offrir aux jeunes

« En Fédération Wallonie-Bruxelles, la seconde tranche d'âge où l'on retrouve le plus de volontaires (après les jeunes pensionnés) est celle des 15 à 24 ans. »

un avenir digne de ce nom. Nous veillons systématiquement à prévoir nos actions suf-

fisamment longtemps à l'avance pour que les étudiants puissent s'organiser au mieux. Mais une chose est sûre, ce n'est pas un hasard si le gouvernement ou la SNCB poussent les travailleurs à la grève maintenant. »

Enfin, malgré tout le désamour actuel, l'appartenance aux jeunesses syn-



dicales est en légère progression. En région Liège-Huy-Waremme, un peu plus de 2 350 jeunes, essentiellement des étudiants – si les jeunes trouvent un emploi, ceux-ci passent à la section centrale – sont membres des jeunes CSC. Aux jeunes FGTB, ils sont 6 000. Toutefois, ces chiffres ne semblent pas des plus impressionnants et il est compliqué de tirer des conclusions : est-ce le signe d'un engagement ou de la nécessité de bénéficier d'une protection du travail lorsque l'on est étudiant ?

4) Les étudiants ne parviennent pas à faire front

En Fédération Wallonie-Bruxelles, deux organismes de représentation communautaire, l'Unécof et la FEF, parlent au nom des conseils étudiants de l'enseignement supérieur auprès du monde politique. La Fédération des étudiants francophones est le plus grand des deux, il représente 100 000 étudiants sur un total de 180 000. À la différence des hautes écoles de Liège, la Fédé n'est membre d'aucun des deux organismes. Le conseil étudiant de l'ULg a quitté la FEF en 2014 à cause d'un désaccord sur l'examen d'entrée en faculté de vétérinaire et de dentisterie et d'un mécontentement suite à « des prises de position éloignées des préoccupations estudiantines ». Bien que cela apparaisse radical, cela n'est pas inhabituel – le conseil étudiant de l'Université de Namur a, par exemple, quitté la FEF en

2011, pour la réintégrer en 2014 et la quitter à nouveau en 2015.

Au-delà des affaires internes, si la FEF ne parvient pas à souder ses membres (et donc à jouer un rôle de protection et à s'assurer des relais), peut-être est-ce dû à un problème plus organisationnel ? En France, les syndicats d'étudiants (enseignement supérieur et lycée) ne représentent pas les conseils élus par les étudiants mais bien les étudiants affiliés au syndicat et ils s'avèrent être mobilisateurs.

Quoi qu'il en soit, les organisations de jeunesse sont capables de s'allier. Récemment, la « coalition des jeunes pour le retrait de la Loi Peeters » a rassemblé le milieu syndical (les jeunes CSC, les jeunes FGTB, les jeunes CGSLB), politique au sens large (Ecolo-J, le Mouvement des Jeunes Socialistes, le COMAC, Projeunes, les JOC, Latitude Jeunes) et estudiantin (la FEF, le CEF – représentant les intérêts des étudiants de secondaire et l'Unécof). Clap-clap ! Cette capacité de collaboration s'est également vue à Liège (voir interview).

Revenons-en à nos premières interrogations. Le rédacteur français, Jean-François Baguette, n'est ni un imbécile, ni un fin observateur. Il est probablement un brin chauvin. Il est évident que la majorité des jeunes ne s'engage pas au sein des organisations de jeunesse syndicales, politiques et estudiantines. Mais, d'une part, ceux qui s'activent sont capables de se rassembler

et d'être combatifs et d'autre part, il existe d'autres formes d'engagement. Par exemple, le volontariat : en Fédération Wallonie-Bruxelles, la seconde tranche d'âge où l'on retrouve le plus de volontaires (après les jeunes pensionnés – comprenez ceux qui ne portent pas encore de langes) est celle des 15 à 24 ans.⁵ D'autres types d'actions plus concrètes et participatives, notamment, au sein des mouvements sociaux (parfois informels et donc difficiles à saisir) ou d'organisations de protection des droits de l'homme sont mobilisatrices.

Hélène Brédart

« Vincent Fanara : "Il s'agit d'une alternative qui permet de parler de la société en général et qui part du principe que si tu réattribues du temps de vie à toi et aux tiens, cela amènera un plus à la société." »

1. En 2009, un sondage réalisé par l'unité de politique de l'ULg et l'institut Dedicated Research a élargi l'échantillon aux jeunes wallons et bruxellois de 16 à 21 ans. Ils sont toujours un tiers à répondre s'en soucier.
2. Jeunes MR, L'engagement des jeunes en politique, constats et réflexions (2010), IEV, Les jeunes Européens et l'engagement en politique, État de la question (2011), CPCP, L'engagement des jeunes en politique (2013).
3. Les jeunes Ecolo (2.139 jeunes) et du PTB (11% des membres) rencontrent aussi des problèmes de stockage de l'information. Pour les premiers, la banque de données est trop récente (2011). Pour les seconds, elle vient d'être modifiée, cette modification ne permettant pas de retomber sur les données antérieures.
4. Cette décision n'a pas fait l'unanimité. Le mouvement « Priorité Étudiante » (qui compte 21 représentants sur 60) a d'ailleurs lancé une pétition pour renforcer la demande réalisée par la Fédé de déplacer les examens.
5. Service de l'Education permanente (2014), Le volontariat en Wallonie et à Bruxelles / Regards du monde associatif et de la recherche académique.



ABONNEZ-VOUS!

1 an / 6 numéros : 20 €

Recevez votre journal satirique préféré une fois tous les deux mois à domicile. 20 pages de satire, d'enquêtes, de rire, d'infos liégeoises et de caricatures. Ne tardez plus, rendez-vous sur **lepoiscaille.be**

